

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

MMB SCF S.A

Société anonyme au capital social de 10.000.000 €.

Etablissement de crédit agréé en qualité de société de crédit foncier

Siège social : 20, avenue André Prothin, Tour Europlaza, 92063 Paris La Défense Cedex
840 318 950 R.C.S. Nanterre**Comptes annuels au 31 décembre 2024 approuvés par l'Assemblée Générale du 24 avril 2025****I. — Bilan**

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Effets publics et valeurs assimilées	03-04-05	1 239	100
Créances sur les établissements de crédit	03-04-06	2 465 648	2 697 907
A vue		57 499	57 756
A terme		2 408 149	2 640 151
Immobilisations financières	03-04-05		
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Autres actifs	07	85	-
Comptes de régularisation	08	6 710	8 456
Total de l'actif		2 473 682	2 706 463

Passif	Notes	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit	03-04		-
A vue			-
A terme			-
Comptes créditeurs de la clientèle	03-04		-
A vue			-
A terme			-
Dettes représentées par un titre	03-04-06	2 403 897	2 635 438
Titres du marché interbancaire et titres de TCN			
Emprunts obligataires		2 403 897	2 635 438
Autres passifs	07	35 695	35 818
Comptes de régularisation	08	7 793	9 382
Dettes subordonnées	03-04-06	10 065	10 065
Capitaux Propres hors FRBG		16 232	15 760
Capital souscrit	09-10	10 000	10 000
Réserves	09-10	693	427
Report à nouveau (*)	09-10	6	2
Résultat de l'exercice	09-10	5 533	5 331
Total du passif		2 473 682	2 706 463

Hors Bilan	Notes	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Engagements donnés		-	-
Engagements de financement		-	-
Engagements en faveur d'établissements de crédit		-	-
Engagements en faveur de la clientèle		-	-
Engagements de garantie		-	-
Engagements d'ordre d'établissements de crédit		-	-
Engagements d'ordre de la clientèle		-	-
Engagements reçus		2 841 762	2 996 330
Engagements de financement		-	-
Engagements reçus d'établissements de crédit		-	-
Engagements reçus de la clientèle		-	-
Engagements de garantie		2 841 762	2 996 330
Engagements reçus d'établissements de crédit (1)	02	2 841 762	2 996 330
Engagements reçus de la clientèle		-	-

(1) Garanties reçues de MMB S.A.

II. — Compte de résultat

(En milliers d'euros.)	Notes	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	11	26 983	30 142
Intérêts et charges assimilées	11	-11 676	-14 637
Commissions (produits)	12	-	-
Commissions (charges)	12	-44	-44
Autres produits d'exploitation bancaire	13	()	()
Autres charges d'exploitation bancaire	13	()	-429
Produit net bancaire		15 263	15 032
Charges générales d'exploitation	14	-7 839	-7 727
Résultat brut d'exploitation		7 424	7 305
Coût du risque		-	-
Résultat d'exploitation		7 424	7 305
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-	-
Résultat courant avant impôt		7 424	7 305
Impôt sur les bénéfices		-1 891	-1 974
Résultat net		5 533	5 331

III. — Affectation du résultat

Constatant que le résultat de l'exercice 2024 se solde par un résultat positif de 5 533 067, 96 euros, l'Assemblée générale des actionnaires décide d'affecter ce résultat de la manière suivante :

- de doter la réserve légale à hauteur de 5 % du résultat de l'exercice, soit 276 653,40 euros ; le compte « Réserve légale » se montera ainsi après affectation à 970 129,56 euros ;

Le résultat distribuable après dotation à la réserve légale, majoré du report à nouveau créditeur de 6 048,76 euros, s'élevant à 5 262 463,32 euros, l'Assemblée générale des actionnaires décide :

- de distribuer à titre de dividendes aux actionnaires la somme de 5 260 000 euros, soit un dividende de 5,206 euro par action ;
- d'affecter le reliquat du résultat, soit la somme de 2 463,32 euros au compte « Report à Nouveau », lequel se montera après affectation à 2 463,32 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, relatives à l'information sur les distributions de dividende au titre des trois exercices précédents, il est précisé que :

- l'assemblée générale annuelle du 13 avril 2022 constatant le résultat bénéficiaire de l'exercice 2021, a décidé de distribuer à titre de dividendes la somme de 2 430 000 euros, soit un dividende de 2,43 euro par action.
- l'assemblée générale annuelle du 26 avril 2023 constatant le résultat bénéficiaire de l'exercice 2022, a décidé de distribuer à titre de dividendes la somme de 3 520 000 euros, soit un dividende de 3,52 euro par action.
- l'assemblée générale annuelle du 25 avril 2024 constatant le résultat bénéficiaire de l'exercice 2023, a décidé de distribuer à titre de dividendes la somme de 5 060 000 euros, soit un dividende de 5,06 euro par action.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

IV. — Annexes

Note 1. – Notes annexes aux comptes annuels au 31 décembre 2024

Principales règles d'évaluation et de présentation

1. – Présentation des comptes

MMB SCF S.A. a été créée le 12 juin 2018 et agréée en septembre 2018 en qualité d'établissement de crédit spécialisé - société de crédit foncier – régie par les articles L.513-2 et suivants et R.513-1 et suivants du code monétaire et financier. Les comptes annuels de MMB SCF S.A. ont été établis conformément aux dispositions du règlement N° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire émis par l'Autorité des Normes Comptables (ANC). Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. MMB SCF présente des notes annexes qui complètent et commentent l'information financière donnée par le bilan, le compte de résultat et le hors bilan.

2. – Faits marquants de l'exercice :

Modification de la composition du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration en date du 20 décembre 2023, a coopté Mme Agnieszka Bojarska, en qualité d'Administrateur à compter du 1^{er} janvier 2024, en remplacement de M. Philippe Martinie, pour la durée restant à courir de son mandat soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2023. L'Assemblée Générale des actionnaires a décidé lors de sa réunion du 24 avril 2024 de renouveler le mandat de Mme Agnieszka Bojarska pour trois ans soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

Par décision du 25 juillet 2024, le Conseil d'administration, à la suite de la démission de M. Gilles de Launay de ses fonctions de membre et de Président du Conseil d'administration avec effet au 24 juillet, a coopté M. Jérôme Lachand en qualité d'administrateur et Président du Conseil d'administration, qui exercera ses fonctions pour la durée restant à courir du mandat de M. Gilles de Launay démissionnaire, soit jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

Lors de ce même Conseil, M. Nicolas Chastang a été coopté, en qualité d'Administrateur, en remplacement de M. Matthieu Flichy, pour la durée restant à courir de son mandat soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2025.

Ainsi, le Conseil d'administration se compose comme suit :

- M. Jérôme Lachand, Président du Conseil d'administration ;
- M. Nicolas Chastang, Administrateur ;
- Mme. Agnieszka Bojarska, Administrateur.

3. – Principes comptables et méthodes d'évaluation

Créances sur les établissements de crédit

Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces créances : créances à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et créances à terme. Les intérêts courus sur l'ensemble de ces créances sont portés en créances rattachées en contrepartie d'un compte de produit.

Dettes représentées par un titre

Ces dettes correspondent à des obligations foncières et autres ressources bénéficiant du privilège défini à l'article L 515-19 du code monétaire et financier. Les obligations foncières sont enregistrées pour leur valeur nominale. Les primes d'émission et de remboursement des titres émis sont enregistrées en « Comptes de régularisation » à l'actif du bilan et sont amorties au prorata des intérêts courus sur la durée de vie des titres concernés, et cela dès la première année. Les intérêts relatifs aux obligations sont comptabilisés en charges d'exploitation bancaire dans la rubrique « intérêts et charges assimilées » pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés prorata temporis sur la base des taux contractuels.

Autres passifs

Ce poste du bilan correspond à des avances de trésorerie de My Money Bank S.A. dans le cadre de la signature, le 30 août 2018, du contrat intitulé « Collateral Security Agreement » entre My Money Bank S.A. et MMB SCF S.A..

Il s'agit d'un engagement contractuel de MMB envers MMB SCF de verser sous la forme d'un gage espèces une somme correspondant à un mois d'encaissement de trésorerie constaté sur les actifs contenus dans le Cover Pool (créances immobilières sous-jacentes aux émissions d'obligations foncières)

A la clôture du 31 décembre 2024, le montant de la réserve s'élève à 35 120 000 €.

Dettes subordonnées

L'emprunt subordonné souscrit le 18 septembre 2018, pour un montant de 10 000 000 €, auprès de MMB S.A. pour une durée de 10 ans, porte intérêt sur la base d'un taux fixe de 2,2283 %. Les intérêts courus non échus sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

A la clôture du 31 décembre 2024, le montant des intérêts s'élève à 226 544 €.

Modalités de son remboursement anticipé :

L'Emprunteur peut procéder au remboursement de tout ou partie du Montant Nominal du Prêt Subordonné par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Prêteur au moins cinq (5) ans avant la date de remboursement

demandée dans cette lettre, étant précisé que ladite date de remboursement doit correspondre à une date de paiement d'Intérêts.

Conditions de subordination :

Le Prêt Subordonné est destiné à permettre, le cas échéant, à l'Emprunteur de faire face à la survenance de pertes ; dans cette hypothèse, les pertes seront imputées en priorité sur l'éventuel report à nouveau créateur, puis sur les réserves et le capital ; enfin, s'il y a lieu, sur les titres et prêts subordonnés (y compris les intérêts) pour lesquels une clause de subordination équivalente à la présente Clause est prévue explicitement, afin de permettre à l'Emprunteur de satisfaire aux différentes exigences prudentielles, notamment de solvabilité, s'imposant à lui, et de poursuivre son activité dans le respect de la réglementation.

Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice.
Engagements hors bilan

MMB SCF S.A. a comptabilisé dans la catégorie « Engagements de garantie » les prêts détenus par MMB S.A. et cédés à titre de garantie à MMB SCF S.A. Le solde comptabilisé correspond au capital restant dû de ces prêts en date de clôture pour un montant de 2 841 761 900,55 €.

4. – Autres informations

Obligations foncières

A titre d'information, au 31/12/2024, le montant nominal des obligations foncières émises est de :

Dettes constituées par des titres	Montant	Créances rattachées au 31/12/2024	Primes au 31/12/2024	Date d'émission	Durée	Date d'échéance	Taux
Obligations :							
Obligations Foncières	475 000 000,00	605 136,99	402 967,19	31/10/2018	7	31/10/2025	0,750
Obligations Foncière Groupe	25 000 000,00	31 849,32	21 208,82	31/10/2018	7	31/10/2025	0,750
Obligations Foncières	50 000 000,00	628 767,12	164 358,06	01/03/2019	20	01/03/2039	1,500
Obligations Foncières	25 000 000,00	214 982,88	84 933,90	28/03/2019	15	28/03/2034	1,125
Obligations Foncières	25 000 000,00	156 421,23	74 476,57	15/04/2019	6	15/04/2031	0,875
Obligations Foncières	475 000 000,00	68 972,60	1 337 892,27	17/09/2019	10	17/09/2029	0,050
Obligations Foncières Groupe	25 000 000,00	3 630,14	70 416,78	17/09/2019	10	17/09/2029	0,050
Obligations Foncières	500 000 000,00	10 821,92	1 072 907,17	14/10/2020	10	14/10/2030	0,010
Obligations Foncières	500 000 000,00	14 109,59	3 446 719,96	20/09/2021	10	20/09/2031	0,010
Obligations Foncières Groupe	300 000 000,00	2 162 038,36		14/04/2022	3	14/04/2025	1,004
	2 630 000 000,00	3 896 730,15	6 675 880,72				

Consolidation des comptes

Les comptes de MMB SCF sont consolidés dans le Groupe CCF par la méthode de l'intégration globale.

Intégration fiscale / régime de groupe

Depuis le 1^{er} janvier 2019, MMB SCF fait partie du périmètre d'intégration fiscale mis en place au niveau de sa société mère consolidante, CCF Holding au titre du régime de groupe prévu à l'article 223 A du Code général des impôts.

Événement post-clôture

Modification de la composition de la Direction Générale

Par décision du 19 mars 2025, le Conseil d'administration, à la suite à la démission de M. Fady Wakil de ses fonctions de Directeur Général, a nommé Monsieur Jérôme Walter en qualité de Directeur Général de la Société.

Par conséquent, à compter du 19 mars 2025, la direction générale se compose comme suit :

- Directeur Général : M. Jérôme Walter
- Directeur Général délégué : M. Bertrand Rebequain

Informations relatives à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (art L511-45 du CMF/Avis CNC n°2009-11)

En application de l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier, nous vous indiquons que MMB SCF n'a pas d'implantation dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative ni dans d'autres Etats ou territoires étrangers. Les informations visées à l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier sont reprises dans les notes annexes aux comptes consolidés de CCF Holding S.A.S.

Conséquences sociales et environnementales de l'activité de la Société – Effet du changement climatique

CCF Holding publie dans son rapport de durabilité - CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) ses impacts, risques et opportunités sur les dimensions environnementales, sociales et de gouvernance ainsi que le pilotage mis en place sur l'ensemble de ces enjeux.

Ce rapport décrit notamment les risques financiers liés aux effets du changement climatique ainsi que les mesures prises par le Groupe CCF pour les réduire.

Les informations contenues dans ce rapport de durabilité concernent l'ensemble des entités du Groupe CCF dont MMB SCF fait partie.

Le Groupe est principalement exposé aux risques climatiques au travers de ses activités de financement, de ses activités d'investissement, via la détention de titres principalement émis par des entreprises ou des Etats, des agences et biens immobiliers qu'il possède ou qu'il occupe (agences et siège en France hexagonale et dans les DOMs).

Ces risques et leur traitement sont décrits plus précisément dans le rapport de durabilité du groupe.

Note 2. – Ventilation du hors bilan par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Inférieur à 1 an Au 31/12/2024	De 1 an à 5 ans Au 31/12/2024	De 5 ans à 15 ans Au 31/12/2024	De 15 ans à 25 ans Au 31/12/2024	Total Au 31/12/2024
Engagements reçus					
Engagements de garantie					
Engagements reçus d'établissements de crédit (1)	22 049	67 953	862 582	1 889 178	2 841 762
Engagements reçus de la clientèle	-	-	-	-	-

(1) Les données du tableau correspondent à la ventilation du capital restant dû des créances saines.

Nature du hors bilan

Le portefeuille de couverture de MMB SCF est constitué de prêts issus de l'activité de regroupement de crédits hypothécaires de My Money Bank, consentis en France métropolitaine.

Les biens apportés en garantie sont principalement des résidences principales.

Nature des biens garantis en milliers d'euros	Encours Au 31/12/2024
Résidence principale	2 686 804
Résidence secondaire	48 219
Location	53 149
Autres	53 590
Total	2 841 762

Note 3. – Ventilation par durée résiduelle et éligibilité

(En milliers d'euros.)	Créances et dettes rattachées Au 31/12/2024	Autres éléments non ventilables (1) Au 31/12/2024	Moins de trois mois (2) Au 31/12/2024	De 3 mois à 1 an Au 31/12/2024	De 1 an à 5 ans Au 31/12/2024	Plus de 5 ans Au 31/12/2024	Total Au 31/12/2024
ACTIF							
Effets publics et valeurs assimilées						1 239	1 239
Créances sur les établissements de crédit non éligibles au refinancement de la BDF	8 150	-	57 499		800 000	1 600 000	2 465 649
- Dont prêts subordonnés		-		-	-	-	-
Créances sur la clientèle non éligibles au refinancement de la BDF		-					-
Créances sur la clientèle éligibles au refinancement de la BDF	-	-					-
Obligations et autres titres à revenu fixe		-					-
Passif							
Dettes envers les établissements de crédit	-	-		-	-	-	-
Comptes créditeurs de la clientèle		-				-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-	-

. Emprunts obligataires	3 897	-	-	-	800 000	1 600 000	2 403 897
. Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	65	-	-	-	-	10 000	10 065

(1) Les "Autres éléments non ventilables" correspondent notamment aux intérêts courus non échus.

(2) Y compris les comptes à vue.

Note 4. – Opérations avec les entreprises liées, filiales et participations

(En milliers d'euros.)	L'annexe 4	Dont entreprises liées (1)	Dont participations (2)
Actif			
Effets publics et valeurs assimilées	1 239		
Créances sur les établissements de crédit	2 465 648	2 465 648	-
- dont prêts à terme (3)	2 408 149	2 408 149	-
Créances sur la clientèle			-
Obligations et autres titres à revenu fixe			-
Passif			
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-
Comptes créditeurs de la clientèle	-	-	-
Dettes représentées par un titre	2 403 897	352 198	-
Dettes subordonnées	10 065	10 065	-
HORS Bilan			
Engagements de financement donnés	-	-	-
• en faveur d'établissements de crédit	-	-	-
• en faveur de la clientèle	-	-	-
Engagements de garantie donnés	-	-	-
• d'ordre d'établissements de crédit	-	-	-
• d'ordre de la clientèle	-	-	-
Engagements de financement reçus	-	-	-
• reçus d'établissements de crédit	2 841 762	2 841 762	-
• reçus de la clientèle	-	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	-	-	-

(1) Opérations se rapportant à des entreprises susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

(2) Opérations se rapportant à des entreprises dans lesquelles l'établissement financier détient, de façon durable, une fraction du capital inférieure à 50 %.

(3)

	Total	Au 31/12/2024 dont entreprises liées	dont participations
Produits de l'exercice sur prêts à terme	26 790	24 944	-
Charges de l'exercice sur emprunts subordonnés	-227	-227	-
Charges de l'exercice sur emprunts obligataires	-11 450	-4 988	-

Note 5.1. – Titres de transaction, titres de placement et titres d'investissement

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Effets publics et valeurs assimilées	1 239	100
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Créances rattachées sur obligations et autres titres à revenu fixe	-	-
Total	1 239	100

Note 5.2. – Différences entre le prix d'acquisition et prix de remboursement des titres de placement (1)

(En milliers d'euros.)	Décotes/Surcotes nettes restant à amortir Au 31/12/2024		Décotes/Surcotes nettes restant à amortir Au 31/12/2023	
	Décote	Surcote	Décote	Surcote
Titres de placement				
Marché obligataire	0	-	0	-
Marché Monétaire	-	-	-	-
Total	0	-	0	-

(1) Les primes ou décotes/surcotes constatées lors de l'acquisition de titres sont étalées sur la durée de vie de l'instrument concerné.

Note 6. – Détail des intérêts par poste de bilan

Intérêts à recevoir (En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Créances sur les établissements de crédit	8 149	10 151
Comptes de régularisation actif		
Total	8 149	10 151

Intérêts à payer (En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit		
Dettes représentées par un titre	3 897	5 438
Dettes subordonnées	65	65
Comptes de régularisation passif		
Total	3 962	5 503

Note 7. – Autres actifs et autres passifs

Autres actifs (En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fournisseurs débiteurs	-	-
Etat et collectivités publiques	-	-
Etat et collectivités publiques, TVA	85	-
Groupe et associés - IS	-	-
Total	85	-

Autres passifs (En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dépôts de garantie reçus (1)	35 120	35 120
Fournisseurs	8	57
Sécurité sociale et organismes sociaux	13	17
Etat et collectivités publiques, impôts et taxes	-	7
Etat et collectivités publiques, IS	-	-
Etat et collectivités publiques - TVA	-	-
Groupe et associés - IS	-	588
Charges à payer	554	29
Autres créditeurs divers	-	-
Autres créditeurs divers groupe	-	-
Total	35 695	35 818

(1) dépôt de garantie versé par MMB et constitué pour couvrir des pertes potentielles sur MMB SCF SA.

Note 8. – Comptes de régularisation

Actif (En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Charges à répartir (1)	6 676	8 209
Charges constatées d'avance	34	247
Total	6 710	8 456

(1) Etalement des primes d'émission sur Obligations foncières et de la prime négative sur le prêt accordé à MMB en octobre 2020.

Passif (En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Produits constatés d'avance (2)	6 676	8 209
Charges à payer refacturation groupe	1 117	1 173
Total	7 793	9 382

(2) Etalement des primes d'émission sur opérations de prêt à MMB et de la prime négative sur obligations foncières émises en octobre 2020.

Note 9. – Détail des capitaux propres

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Capital (1)	10 000	10 000
Réserves	693	427
Report à nouveau	6	2
Résultat de l'exercice (+/-)	5 533	5 331
Total	16 232	15 760

(1) Capital social composé de 1 000 000 actions valeur nominale 10 €.

Note 10. – Tableau de variation de la situation nette

	(En milliers d'euros.)	Capital (1)	Reserve légale	Reserve fusion	Reserve générale	Prime de fusion	Report à nouveau	Résultat
2023	Capital souscrit	10 000	-	-	-	-	-	-
	Variation de la provision pour investissement	-	-	-	-	-	-	-
	Résultat au 31 décembre 2023	-	-	-	-	-	-	5 331
	Augmentation de Capital	-	-	-	-	-	-	-
	Capitaux propres avant affectation	10 000	427	-	-	-	2	5 331
	Affectation du résultat 2023	-	266	-	-	-	4	-5 331
2024	Capitaux propres après affectation	10 000	693	-	-	-	6	-
	Capital souscrit	10 000	-	-	-	-	-	-
	Variation de la provision pour investissement	-	-	-	-	-	-	-
	Résultat au 31 décembre 2024	-	-	-	-	-	-	5 533
	Augmentation de Capital	-	-	-	-	-	-	-
	Capitaux propres avant affectation	10 000	693	-	-	-	6	5 533
2024	Affectation du résultat 2024	-	277	-	-	-	-4	-5 533
	Capitaux propres après affectation	10 000	970	-	-	-	2	-

(1) Conformément à la loi, il est rappelé que MMB SCF SA est consolidée dans les états financiers de Promontoria MMB SAS, 20 avenue André Prothin, 92063 Paris La défense.

	(En milliers d'euros.)	Total des capitaux propres	Dividende	Nombre d'actions existantes	Quote-part de chaque action dans les capitaux propres (En euros.)	Résultat par actions (En euros.)	Dividende net attribué à chaque action (En euros.)
2023	Capital souscrit	-	-	1 000 000	-	-	-
	Variation de la provision pour investissement	-	-	-	-	-	-
	Résultat au 31 décembre 2023	5 331	-	-	-	5,33	-
	Augmentation de Capital	-	-	-	-	-	-
	Capitaux propres avant affectation	15 760	-	1 000 000	15,76	-	-
	Affectation du résultat 2023	-5 061	5 060	-	-	5,33	5,06
2024	Capitaux propres après affectation	10 699	5 060	1 000 000	10,70	-	-
	Capital souscrit	-	-	1 000 000	-	-	-
	Variation de la provision pour investissement	-	-	-	-	-	-
	Résultat au 31 décembre 2024	5 533	5 060	-	-	5,53	-
	Augmentation de Capital	-	-	-	-	-	-
	Capitaux propres avant affectation	16 232	-	1 000 000	16,23	-	-
2024	Affectation du résultat 2024	-5 260	5 260	-	-	5,53	5,26
	Capitaux propres après affectation	10 972	5 260	1 000 000	10,97	-	-

Note 11. – Intérêts, produits et charges assimilés

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Opérations avec les établissements de crédits	26 790	29 956
Intérêts et produits assimilés	26 790	29 956
Intérêts et charges assimilés	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-

Intérêts et produits assimilés		
Intérêts et charges assimilés	-	-
Opérations sur obligations et autres titres à revenus fixes	-11 257	-14 225
Intérêts et produits assimilés	193	186
Intérêts et charges assimilés	-11 450	-14 411
Charges sur emprunts subordonnés	-226	-226
Total	15 307	12 339

Note 12 . — Commissions

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Produits	-	-
Commissions sur opérations de crédit avec la clientèle	-	-
Charges	-44	-44
Charges sur prestations de service financier	-44	-44
Total	-44	-44

Note 13 . — Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Produits	-	-
Autres produits d'exploitation bancaire	-	-
Charges	-	-429
Autres charges d'exploitation bancaire (Fonds de garantie des dépôts et de résolution)	-	-429
Total	-	-429

Note 14. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Frais de personnel (1)	-	-
Impôts et taxes	-40	-48
Services extérieurs	-1 066	-580
Charges facturées	-6 733	-7 099
Total	-7 839	-7 727

(1) Il n'y a pas d'effectif salarié dans la société MMB SCF.

Note 15. – Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

(En euros.)	2020	2021	2022	2023	2024
Capital en fin d'exercice					
Capital social	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
Nombre des actions ordinaires existantes	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffres d'affaires hors taxes	15 369 002	16 026 582	23 781 735	30 141 929	26 982 972
Résultat avant impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	2 467 106	3 560 704	5 093 306	7 305 824	7 424 055
Impôt sur les bénéfices	713 124	1 007 316	1 386 536	1 974 776	1 890 987
Participation et intéressement des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	1 753 982	2 553 388	3 706 770	5 331 048	5 533 068
Montant des bénéfices distribués	-	-	-	-	-
Résultats des opérations par action					
Résultat après impôt et participation des salariés, mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	1,75	2,55	3,71	5,33	5,53
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	1,75	2,55	3,71	5,33	5,53
Dividende versé à chaque action	1,67	2,43	3,52	5,06	5,26

Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	-	-	-	-	-
Montant de la masse salariale de l'exercice	-	-	-	-	-
Charges sociales					

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de la société MMB SCF S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société MMB S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit du groupe CCF Holding.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations de banque et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles ne rentrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société MMB SCF.S.A. par l'assemblée générale du 8 juin 2018 pour le cabinet KPMG S.A. et du 28 août 2018 pour le cabinet RSM Paris.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. et le cabinet RSM PARIS étaient dans la 7^{ème} année de leur mission.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances

susceptibles de mettre en cause la capacité de société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit du groupe CCF Holding

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense et Paris , le 31 mars 2025

KPMG S.A.
Nicolas Bourhis
Associé

RSM Paris
Ratana Lyvong
Associé

VI. — Rapport financier annuel

Le rapport financier annuel est tenu à la disposition du public au siège social de la société.